

Coup de tonnerre dans la Haute finance mondiale, les suisses vont organiser un référendum d'initiative populaire pour retirer aux banques leur pouvoir de création monétaire



Coup de tonnerre dans la Haute finance mondiale. Peuple non soumis à la dictature de l'Union européenne, les suisses vont organiser un référendum d'initiative populaire pour retirer aux banques leur pouvoir de création monétaire.

C'est un véritable coup de tonnerre qui vient de résonner dans le monde feutré de la finance en ce 30 décembre 2015. La Confédération Helvétique, pourtant réputée pour être le paradis des banques, vient de décider d'organiser un référendum pour retirer aux banques leur pouvoir de création monétaire et le réserver à la seule Banque Nationale de Suisse (BNS).

Le résultat d'une initiative populaire

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~
Cette décision résulte directement du fait qu'une initiative populaire, lancée en juin 2014, a recueilli 111.824 signatures, soit davantage que les 100.000 nécessaires pour provoquer une "votation", autrement dit un référendum.

L'initiative propose que la BNS « émet désormais seule » non seulement la monnaie physique, mais aussi la « monnaie scripturale. » (monnaie créée pour l'essentiel par les banques lors de l'attribution de crédits à l'économie physique ou à d'autres banques).

Les conséquences du référendum seraient que les banques perdraient leur capacité de créer de l'argent ex nihilo. Tout prêt accordé par une banque devrait désormais être couvert par de la monnaie de la banque centrale au bilan de l'établissement. Dès lors, la Banque Nationale de Suisse (BNS) maîtriserait entièrement la création monétaire.

Les 3 modes de distribution de l'argent exclusivement créé par la Banque Centrale

L'initiative populaire prévoit trois modes de distribution de l'argent créé par la BNS :

1°) un transfert de cet argent aux pouvoirs publics pour alimenter l'économie. Ce transfert ne se ferait pas sous forme de prêt, mais de « don. »

2°) l'attribution directe d'argent de la BNS aux particuliers. L'initiative émet donc la possibilité d'un « Quantitative easing pour les gens ». Mais il est possible d'imaginer que cet argent soit aussi celui d'un revenu de base qui est actuellement en discussion en Suisse, comme en Finlande.

3°) l'alimentation par la banque centrale des banques elles-mêmes. Mais cette fois, à la différence d'aujourd'hui, les banques ne pourraient plus prêter que l'argent qu'elles auront auparavant emprunté à la BNS selon les moyens traditionnels déjà existant de refinancement.

Une potentielle révolution planétaire

Cette initiative dispose du soutien de plusieurs économistes, suisses et européens. Mais elle fait bien entendu hurler le secteur bancaire helvétique, qui est, avec près de 12 % du PIB suisse, un des piliers de l'économie nationale.

Quoi qu'il en soit, l'adoption par la Suisse de cette initiative serait une révolution dans le monde de la finance et ses conséquences dépasseraient largement les frontières de la Confédération. Le séisme et l'effet d'exemplarité seraient énormes dans le monde entier.

Car la Suisse n'est pas la petite Islande, c'est un des centres financiers les plus importants de la mondialisation. Or, les rares sondages sur la question ont donné une large majorité au « oui » à l'initiative. Le plus récent, datant d'août, donnait 57 % pour l'initiative, mais il doit être pris avec précaution.

Le lobby des banques et des euro-atlantistes fera tout pour faire échouer le référendum

Rien ne dit cependant que cela débouchera sur une majorité pour l'initiative : on peut tabler sur le fait que le secteur bancaire au cours de la campagne électorale, probablement avec le soutien d'une partie des partis de droite et, plus globalement, des partis et des médias inféodées aux forces euro-atlantistes.

Il faut par ailleurs obtenir non seulement la majorité populaire au niveau fédéral, mais aussi dans au moins 12 des 23 cantons de la Confédération. Ce n'est donc pas gagné.

Comparaisons entre la France (UE + euro + OTAN) et la Suisse (ni UE ni euro ni OTAN)

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~
Avec un peu plus de 8 millions d'habitants et 41 200 km², la Suisse est environ 8 fois moins peuplée que la France et 13 fois plus petite en superficie. Elle est même plus petite que la seule région Rhône-Alpes.

Pourtant, le peuple suisse - historiquement très vigilant sur ses libertés et sur sa démocratie - a courageusement et intelligemment refusé d'entrer dans la prétendue « construction européenne », dans l'euro et dans l'OTAN.

Le peuple suisse a ainsi fait un bras d'honneur à la propagande euro-atlantiste. Ils ne se sont jamais laissés intimider. Ils n'ont pas cru les prophètes malintentionnés qui leur assuraient que la Suisse était "trop petite" pour s'isoler du monde...

Avec le recul du temps, les résultats comparés de la Suisse et de la France sont édifiants.

Alors que la France dégringole année après année dans le calcul de l'indice de développement humain (IDH) du PNUD, - étant passée de la 2e place en 1995 à la 22e place en 2015, la Suisse, elle, est désormais à la 3e place mondiale.

Alors que la pauvreté et la misère ne cessent de s'étendre en France au même rythme que les délocalisations industrielles, la prospérité suisse est plus forte que jamais, notamment grâce à une monnaie nationale gérée conformément aux intérêts du peuple suisse.

Alors que la France est attirée dans des guerres illégales et très meurtrières qui nous aliènent la sympathie du monde entier et qui nous ont transformé en larbins de Washington, la Suisse se tient sagement à l'écart de ces crimes, tout en préservant une véritable armée digne de ce nom et tout en respectant le droit international au point qu'elle est devenue le pays qui abrite le plus de conférences internationales au monde et un symbole de paix à elle toute seule.

Alors que la France connaît des attentats terroristes, qui résultent directement des choix diplomatiques et militaires scandaleux de nos dirigeants, la Suisse reste indemne de cette plaie, tout simplement parce qu'elle inspire le respect dans le monde entier.

Alors que la France se dirige vers sa dislocation sous le poids de la politique maléfique des "euro-régions", la Suisse maintient plus que jamais son unité nationale, grâce au respect de ses traditions vieilles de 800 ans. Les cantons suisses sont en moyenne 2 fois plus petits et 2 fois moins peuplés que les départements français, mais personne en Suisse n'ose même imaginer de les supprimer "pour être moderne".

Alors que la France sombre mois après mois dans un régime de plus en plus dictatorial avec une surveillance généralisée des citoyens, une extension abusive de l'état d'urgence, des réformes constitutionnelles aux relents xénophobes débattus à la sauvette et des lois liberticides votées en catimini, la Suisse administre toujours plus son respect profond du peuple et de la démocratie, avec son système de référendum d'initiative populaire que les oligarques franco-européistes refusent bec et ongles aux peuples français.

On doit noter au passage, que cette annonce de référendum sur le retrait du pouvoir de création monétaire aux banques privées permet de clouer le bec aux européistes méprisants qui nous assurent continuellement que l'on ne pourrait "pas comparer" la Suisse à la France parce que la Suisse tirerait sa richesse des banques.

La preuve est faite que, même si le poids du secteur bancaire est important en Suisse - celui de l'industrie y est aussi très élevé -, cela n'empêche nullement le peuple suisse d'envisager de mettre au pas ledit secteur bancaire. Le peuple et les dirigeants suisses font preuve d'un courage, d'un sens de l'intérêt général et d'une dignité qui font affreusement défaut aux médiocres personnages qui nous gouvernent.

Conclusion

En guise de conclusion, je rappelle que l'UPR est le seul parti politique français qui offre au peuple français la perspective de recouvrer une prospérité et une démocratie de type helvétique.

Le programme que j'ai présenté en décembre 2011 - voici maintenant 4 ans - s'engage en effet de façon ferme et

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro définitive :~~

- à faire sortir la France de l'UE, juridiquement et unilatéralement, par l'article 50 du TUE,
- à faire sortir la France de l'euro, juridiquement et unilatéralement, par l'article 50 du TUE,
- à faire sortir la France de l'OTAN, juridiquement et unilatéralement, par l'article 13 du Traité de l'Atlantique Nord,
- à créer enfin un vrai référendum d'initiative populaire, avec des conditions d'organisation comparables à ce qu'elles sont en Suisse,
- à redonner à la Banque de France son pouvoir plein et entier de création monétaire
- à organiser, après son accession au pouvoir, un grand débat sur l'origine de la dette publique, assorti d'un référendum à questions multiples.

Parmi ces questions, nous pourrions très bien soumettre au peuple français la même question que celle qui va être soumise au peuple suisse, à savoir celle du retrait aux banques privées de leur pouvoir de création monétaire ex nihilo.

François Asselineau

Source : <http://www.latribune.fr/economie/international/les-suissees-voteront-pour-oter-aux-banques-leur-pouvoir-de-creation-monetaire-539180.html#xtor=EPR-2>